

# semences

de

# Solidarités

Le pouvoir des gens de la terre



## L'action collective suppose *l'unité et la confiance*

► Gilles Besner\*



« D'abord nourrir notre monde: la gestion de l'offre, clé de voûte de la souveraineté alimentaire »: tel était le thème d'un forum qui a attiré 110 participants issus d'organisations agricoles, représentants d'institutions publiques, membres de la société civile, partenaires et proches collaborateurs du Mouvement pour une agriculture équitable (MAÉ-MAÉ), du GO5 et d'UPA Développement international.

L'organisation collective de la mise en marché, directement contrôlée par les agriculteurs et agricultrices, peut améliorer les revenus des agriculteurs, assurer l'avenir de l'agriculture familiale et même sortir l'OMC de l'impasse où elle est actuellement enlisée. Telle est la conclusion qui émerge du Forum international qui s'est tenu à Montréal le 11 septembre dernier sur le thème « **D'abord nourrir notre monde: la gestion de l'offre, clé de voûte de la souveraineté alimentaire** ». L'événement rassemblait 110 participants issus d'organisations agricoles, représentants d'institutions publiques, membres de la société civile, partenaires et proches collaborateurs du Mouvement pour une agriculture équitable (MAÉ-MAÉ), du GO5 et d'UPA Développement international.

Pour les producteurs agricoles du Sud comme du Nord, l'organisation collective de la mise en marché suppose l'unité et la confiance. Confiance en soi, tout d'abord parce qu'une vision de l'avenir nous habite et que nous sommes convaincus que nous avons les moyens d'influencer notre environnement et d'améliorer notre sort. Confiance aussi en nos confrères, sans qui il serait impossible d'atteindre nos objectifs. Passer de gestes individuels à des actions collectives nécessite enfin la confiance en une organisation et ses leaders. Et celle-ci n'est pas instantanée. Chacun doit y contribuer et faire les efforts que tout travail d'équipe exige. Il faut être patient parce que ça prend du temps pour se connaître, s'approprier et développer une complicité.

« Il faudra coordonner nos efforts à un niveau jamais atteint à ce jour », déclarait M. Laurent Pellerin, président de l'Union des producteurs agricoles (UPA) et d'AgriCord, dans son allocution d'ouverture. « Unir nos forces pour influencer le changement et non le subir » est un impératif nécessaire et urgent selon M. Jack Wilkinson, président de la Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA). Le regroupement des agriculteurs, à tous les niveaux, est la seule façon de contrer la montée des firmes multinationales de l'agroalimentaire, qui occupent un terrain graduellement déserté par les responsables politiques et ce, partout dans le monde.

### La gestion de l'offre, clé de voûte de la souveraineté alimentaire

Selon le Mouvement pour une agriculture équitable (MAÉ-MAÉ), organisateur de l'événement, la gestion de l'offre constitue la clé de voûte de la souveraineté alimentaire.

La souveraineté alimentaire élève le débat sur l'avenir de l'agriculture à un niveau plus élevé. Autant la gestion de l'offre interpelle les artisans de l'agriculture, autant la souveraineté alimentaire questionne directement la responsabilité des États, qui se doivent de nourrir leur monde et de supporter leur agriculture.

La souveraineté alimentaire reconnaît aux pays le droit de choisir la façon dont ils souhaitent combler leurs besoins internes de nourriture, d'abord à partir de leur production nationale et en s'approvisionnant à l'étranger pour les produits qu'ils ne peuvent produire eux-mêmes. En priorisant leur agriculture, les pays feraient le choix d'une plus grande autonomie politique, d'une meilleure sécurité alimentaire, de la pérennité de leur agriculture et du bien-être de ses artisans. Cette stratégie s'avère essentielle au maintien des fermes familiales et pourtant, c'est l'inverse qui est promu à l'OMC.

### Pour s'en sortir, l'OMC doit modifier sa logique

Croyant avoir bien compacté le sol, l'OMC s'aventure avec toute l'assurance qu'on lui connaît vers son objectif ultime: la libéralisation des marchés. Les roues arrière de son bolide se sont pourtant enlisées dans le sol de Hong Kong, en décembre 2005. Mauvais alignement? On recule un peu, question de mieux s'élancer... mais vers le même objectif et avec le même bolide! En juillet 2006, l'on s'enfonce de nouveau, cette fois jusqu'aux essieux. Même les « tracteurs » les plus puissants de ce monde sont incapables de remettre le bolide sur le chemin que l'on dit être celui de la croissance économique.

Productivité, compétitivité et avantages comparatifs sont autant de marches qui mènent à l'autel du libre échange. Mais est-ce bien là que les agriculteurs veulent aller, sachant pertinemment que leur gagne-pain y sera sacrifié? La réponse est évidente. Du point de vue du bien commun, l'agriculture n'a pas qu'une fonction économique. Elle remplit aussi des fonctions sociales, culturelles et environnementales. De plus, elle est au cœur de la sécurité nationale de tout pays. On ne peut donc la négliger, et encore moins la sacrifier.

Pour s'en sortir, l'OMC doit préconiser de nouveaux paradigmes, modifier sa logique qui privilégie le profit exponentiel et mène inévitablement à la concentration du pouvoir économique entre les mains d'un nombre restreint d'acteurs. « Le mandat original de l'OMC est de définir et de faire respecter des règles du commerce international, acceptées par tous les pays, plutôt que de s'ingérer dans les politiques internes des pays - surtout les moins développés - pour imposer un modèle d'agriculture dont les impacts sociaux et environnementaux néfastes sont maintenant connus », affirme le secrétaire général d'UPA DI, M. André Beaudoin.

### Développer des alternatives à la libéralisation tous azimuts

Le Forum du 11 septembre était suivi d'un Séminaire visant à étudier les mécanismes collectifs de mise en marché, des alternatives capables d'endiguer la crise mondiale des revenus agricoles et respectant la souveraineté alimentaire de chaque pays. Durant deux jours, les participants ont échangé sur les expériences passées et réfléchi aux politiques agricoles de demain.

Un premier constat s'impose: tant au Canada qu'en Afrique ou en Amérique latine, les enjeux et les défis reliés à la mise en marché collective sont identiques: confiance, organisation, négociation, volonté collective et support politique de l'État. Pour renforcer la crédibilité des acteurs impliqués dans ces mécanismes



De gauche à droite: Laurent Pellerin, président de l'Union des Producteurs Agricoles; Babacar Ndao, expert commerce pour le Réseau des organisations paysannes et des producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA); François B. Traoré, président de l'Association des producteurs de coton africains (APROCA) et Marcel Groleau, président de la Fédération des producteurs de lait du Québec.

de mise en marché, certaines valeurs sont essentielles: démocratie, équité, solidarité, responsabilité, engagement et mutualité.

Les participants ont également insisté sur l'importance d'un cadre légal qui reconnaît les producteurs et leurs organisations et qui règlemente la mise en marché de leurs produits. Dans cette perspective, plusieurs envient le Mali qui vient de se doter d'une loi d'orientation agricole, loi qui établit la souveraineté alimentaire du pays comme ligne directrice de toute la politique de développement agricole.

\* Gilles Besner est coordonnateur du Mouvement pour une agriculture équitable (MAÉ MAÉ).

# LSGT et le pouvoir des gens de la terre

► Tamari Langlais\*

Entrevue avec Catherine Willis

Catherine Willis est étudiante à la maîtrise en sciences politiques à l'Université de Montréal. De mars à juin 2006, elle s'est rendue au Sénégal pour une étude terrain portant sur le programme *Les Savoirs des Gens de la Terre* (LSGT), réalisé par UPA Développement international (UPA DI) avec le soutien financier de l'ACDI. Au cœur de son projet de recherche, une question se pose : De quelle façon une ONG peut-elle, à travers un projet de développement local, soutenir un processus permettant à une communauté de promouvoir ses intérêts et négocier des changements dans les politiques qui l'affectent, que ce soit au niveau local, national ou international? J'ai eu le plaisir d'en discuter avec elle à son retour à Montréal.



Catherine Willis a effectué une étude portant sur le programme LSGT au Sénégal. Elle s'intéressait à la façon dont une organisation comme UPA DI peut soutenir un processus permettant à une communauté de promouvoir ses intérêts et négocier des changements dans les politiques qui les affectent, que ce soit au niveau local, national ou international.

## Q Pourquoi as-tu choisi d'étudier Les Savoirs des Gens de la Terre?

LSGT a attiré mon attention parce qu'il compte parmi ses objectifs le renforcement de la conscience citoyenne des paysans, de leur capacité d'agir au sein de leur organisation et de leur pouvoir d'influence sur les politiques agricoles. Ces objectifs cadrent parfaitement avec les préoccupations centrales de mon projet de recherche.

Je trouvais aussi intéressant que LSGT soit réalisé par UPA DI, qui n'est pas, à strictement parler, un organisme de développement puisqu'il est rattaché à une organisation de producteurs agricoles québécois. Les producteurs membres de l'UPA et ceux des organisations paysannes partenaires au Sénégal peuvent avoir des préoccupations communes, que celles-ci soient locales ou internationales. Leurs stratégies pourraient également converger afin de bénéficier, éventuellement, d'une voix paysanne plus forte au niveau mondial.

## Q Quelles questions avais-tu en tête avant de partir pour le Sénégal?

Je m'interrogeais sur les moyens permettant à un projet de développement d'assister une communauté à acquérir plus de pouvoir pour faire face aux contraintes, aussi bien nationales qu'internationales. Je me demandais également comment le faire sans imposer à la communauté les préoccupations de l'organisme d'appui. En effet, tout dépendant de leur perspective, les producteurs québécois et africains peuvent se voir comme des compétiteurs ou des alliés potentiels.

LSGT a attiré mon attention parce qu'il compte parmi ses objectifs le renforcement de la conscience citoyenne des paysans, de leur capacité d'agir au sein de leur organisation et de leur pouvoir d'influence sur les politiques agricoles.

## Q Qu'as-tu découvert?

Ce que j'ai découvert de plus intéressant et qui m'a beaucoup encouragé par rapport au développement en général, c'est que les objectifs d'UPA DI coïncident exactement avec ce que les organisations paysannes faitières du Sénégal désirent, mais n'ont pas les moyens de faire. Par exemple, le CNCR, auquel sont affiliées les deux organisations paysannes participant à LSGT, voudrait que ses organisations membres offrent plus de services à leurs membres afin que ceux-ci voient l'intérêt qu'il y a à se solidariser et qu'ils se mobilisent plus facilement. Le CNCR a également de la difficulté à trouver les fonds nécessaires à l'organisation d'événements de plaidoirie ou de sensibilisation de ses membres, car les cotisations des organisations membres sont très faibles. Si ces organisations mettaient en place des services qui leur permettraient d'augmenter leurs revenus, elles pourraient utiliser une partie de ces recettes pour faire avancer leurs autres objectifs. LSGT vise justement la mise sur pied de tels services.

De nombreux participants m'ont dit qu'ils avaient appris à mieux défendre leurs idées, dans leurs familles, dans la communauté... partout.

## Q As-tu eu des surprises?

J'ai observé des effets inattendus à deux niveaux : les membres des groupements villageois et les responsables des organisations paysannes rassemblant plusieurs groupements villageois. Au niveau des groupements, j'ai constaté que le programme a entraîné une plus grande solidarité entre les membres pour faire face aux problèmes quotidiens. Par exemple, un producteur m'a affirmé qu'avant le projet, s'il avait voulu transporter du fumier vers ses champs, il se serait débrouillé seul en le transportant dans un panier sur sa tête; désormais, il emprunterait plutôt une charrette à son voisin. De plus, de nombreux participants m'ont dit qu'ils avaient appris à mieux défendre leurs idées, dans leurs familles, dans la communauté... partout. Quant aux responsables d'une des organisations paysannes, le programme les a amenés à vivre, manger et dormir ensemble pendant quelques jours, le temps de chaque session de formation. Cette expérience leur a permis de mieux se connaître entre eux et de former des équipes plus harmonieuses.



Catherine Willis, étudiante à la maîtrise à l'Université de Montréal, assiste à la remise des fonds qui permettront aux participants de LSGT de réaliser des projets d'amélioration de leurs exploitations agricoles.

## Q Quels sont les autres résultats que tu as constaté?

Le projet semble avoir réussi à améliorer la micromobilisation des paysans, qui est un facteur essentiel à tout processus de changement politique. La micromobilisation correspond à la compréhension qu'ils ont de leurs problèmes et à la confiance qu'ils ont de pouvoir améliorer leur situation s'ils y travaillent ensemble. Plusieurs répondants m'ont dit qu'ils avaient réalisé, grâce au projet, qu'ils pouvaient améliorer l'agriculture et, à travers l'agriculture, améliorer leur milieu. Cet aspect de viabilité de l'agriculture est très important, surtout à Lonkane, car dans cette région l'importance de l'agriculture en tant que source de revenus diminue.

Un résultat plus tangible est la mise sur pied, planifiée par les organisations paysannes participantes, de services de production de semences améliorées et d'achat groupé d'intrants. Comme ces organisations font partie d'un vaste réseau, leurs initiatives pourraient très bien être copiées, ce qui augmenterait les capacités organisationnelles de tout le milieu paysan sénégalais. Or, de solides capacités organisationnelles constituent un autre facteur essentiel au processus de changement politique. Je n'ai pas pu constater encore de lien entre les formations données et l'augmentation des activités de défense des intérêts de paysans auprès des instances étatiques, mais les attentes en ce sens sont très grandes. Le travail à faire est énorme, car peu de responsables politiques semblent intéressés par les problèmes vécus par les agriculteurs. À ma grande surprise, un sous-préfet, dont je tairai l'identité, m'a affirmé « Il n'y a pas de problèmes de commercialisation au Sénégal, c'est simplement que les producteurs ne sont plus intéressés à produire... On ouvre les portes des entrepôts pour qu'ils y amènent leurs arachides, mais plus personne n'en apporte. »

Plusieurs ont dit qu'ils avaient réalisé, grâce au projet, qu'ils pouvaient améliorer l'agriculture et, à travers l'agriculture, améliorer leur milieu.

Un résultat plus tangible est la mise sur pied, planifiée par les organisations paysannes, de services de production de semences améliorées et d'achat groupé d'intrants.

Comme ces organisations font partie d'un vaste réseau, leurs initiatives pourraient très bien être copiées, ce qui augmenterait les capacités organisationnelles de tout le milieu paysan sénégalais.

## Q As-tu des pistes à suggérer pour la suite du projet?

Il serait important d'étudier la manière dont l'information est diffusée à l'intérieur des organisations, surtout la façon dont elle est reçue par les membres des groupements à la base. Souvent, l'information passe très bien, mais quelques fois les représentants des groupements ont du mal à comprendre ou à partager l'information. Par ailleurs, j'ai remarqué que les membres des groupements peuvent se montrer exigeants envers leur représentant : lorsqu'ils savent qu'une formation ou autre événement a pris place, ils demandent ce qui s'est passé. Bref, il y a deux angles à la communication : comment formuler l'information pour qu'elle soit diffusée et bien comprise, et comment créer l'intérêt à la base pour que les membres exigent d'être informés. Ces deux aspects sont fondamentaux pour la mobilisation des membres des organisations paysannes.

\* Tamari Langlais est agente d'information et de formation à UPA DI.

# Les stagiaires d'UPA DI devenus membres honoraires du Syndicat de Saint-Anicet

► Tamari Langlais\*

Chaque année, depuis six ans, des stagiaires des pays du Sud viennent réchauffer la fin de l'été. Dans le cadre du stage *Viens marcher ma terre*, UPA Développement international (UPA DI) offre ainsi l'occasion à des leaders d'organisations paysannes de découvrir le milieu agricole québécois et les diverses organisations qui lui prêtent vie. Cette année, c'était au tour de la Fédération de l'UPA de Saint-Jean-Valleyfield de les accueillir.



Lors d'une soirée spéciale organisée à leur intention, les 17 stagiaires d'UPA DI ont été acceptés comme membres honoraires du Syndicat de base de Saint-Anicet.

Un groupe de 17 stagiaires en provenance du Chili, El Salvador, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Guinée (Conakry), Mali et Sénégal a été reçu à bras ouverts par les gens de la fédération de même que ceux du syndicat de base de Saint-Anicet, où ils ont passé les deux premières semaines de leur séjour.

Parmi les moments forts du stage, on m'a raconté la soirée du 7 septembre, qui restera gravée dans la mémoire de tous ceux qui y ont participé. La Fédération de l'UPA de Saint-Jean-Valleyfield, de concert avec le président du Syndicat de base de Saint-Anicet, a organisé une simulation d'assemblée générale afin de

faire vivre aux stagiaires le processus démocratique où tous sont appelés à discuter des problèmes, proposer des solutions et faire cheminer des résolutions dans la structure de l'UPA. En outre, une vidéo expliquant le cheminement d'une résolution au sein de l'Union a également été présentée aux participants. La température exceptionnellement clémente de la soirée n'avait d'égal que l'ardeur des discussions, qui ont porté sur divers problèmes vécus par les agricultrices et agriculteurs des pays d'origine des stagiaires. Par la même occasion, l'activité a permis à 12 personnes du syndicat de base et de la fédération de se familiariser avec ces enjeux. Les participants en sont finalement venus à s'entendre sur deux résolutions, moyennant bien sûr certains amendements. Ceci mit un terme à l'événement qui, par ailleurs, avait débuté en beauté par la remise d'une carte de membre honoraire du syndicat de base à chacun des 17 stagiaires.



Dix-sept stagiaires en provenance du Chili, El Salvador, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Guinée (Conakry), Mali et Sénégal ont été reçus à bras ouverts par la Fédération de Saint-Jean-Valleyfield et le Syndicat de base de Saint-Anicet, où ils ont passé les deux premières semaines de septembre.

Monsieur Paul Langelier, directeur des communications et de la formation à UPA DI, résume l'essentiel de la soirée en un mot : consultation. « La consultation, c'est fondamental et c'est un défi majeur pour toutes les organisations agricoles, que celles-ci comptent 10 ou 80 ans d'existence », conclut-il.

## La solidarité en gestes

► Paul Langelier\*

« Croyez-vous qu'il soit possible d'inventer un monde  
Où les hommes soient heureux  
Croyez-vous qu'il soit possible d'inventer un monde  
Un monde amoureux  
Croyez-vous qu'il soit possible d'inventer un monde  
Où il n'y aurait plus d'étrangers. »

(Extrait de la chanson « L'Étranger » de Pauline Julien)



Dix personnes du Syndicat de base de Coaticook sont venues à Saint-Hyacinthe pour la Journée de la rentrée de l'UPA afin de parler du souper bénéfique qu'ils ont organisé le 3 avril 2006.

### Un 17 août...

À St-Hyacinthe, c'est la journée de la rentrée pour l'UPA. Dix personnes du Syndicat de base de Coaticook, affilié à la Fédération de l'Estrie, se préparent à venir y faire un tour, malgré le fait qu'ils ne soient pas délégués de leur fédération. Ils y viennent pour parler du souper bénéfique qu'ils ont organisé le 3 avril dernier, souper ayant regroupé plus de 250 personnes et généré 5 000\$ de profits à l'intention de paysannes et paysans sénégalais. Je n'étais pas avec eux au cours de leur trajet de Coaticook à St-Hyacinthe, mais je me suis demandé ce qu'ils avaient bien pu se dire...

Peut-être quelqu'un a-t-il dit : « Comment va-t-on leur expliquer pourquoi on a fait ça ? ». Un autre a peut-être répondu : « On va leur dire que les paysans sénégalais nous ont apporté leur appui au niveau de la bataille de la gestion de l'offre sur la scène internationale et que c'est à notre tour de les appuyer ». Par contre, un autre a peut-être soulevé le point suivant : « Oui, mais ils vivent dans des conditions tellement difficiles que ce n'est pas 5 000\$ qui va faire une différence ».

Peut-être ont-ils mentionné que...

« À l'échelle du Sénégal, c'est peut-être petit, mais on ne peut pas se payer le luxe de ne rien faire. »

« UPA DI travaille avec les deux organisations paysannes qui recevront l'argent donc nous sommes certains que ça ira à la bonne place et surtout dans la bonne poche. »

« Ils nous ont expliqué l'autre fois que l'argent servira à financer des projets d'amélioration des exploitations agricoles dans deux villages. »

« J'ai hâte de voir comment les autres de l'UPA vont réagir quand Jacques va leur expliquer cela, sans compter la parade de mode sénégalaise que nous avons faite pendant le souper! »



Jacques Masson, président du Syndicat de Coaticook, remet un chèque de 5 000\$ à Laurent Pellerin, président de l'UPA et d'UPA Développement international, à l'intention de paysannes et paysans sénégalais.

« En tout cas, on ne va convertir personne, on va juste dire que pour nous c'était quelque chose d'important, qu'on s'est mobilisé et qu'il y a eu de très bons résultats. »

« Si cela donne des idées à d'autres, c'est tant mieux! »

### Un 25 septembre...

Deux Sénégalais en formation avec UPA DI se rendent à Sherbrooke pour rencontrer les gens de la fédération et du Syndicat de Coaticook. Je n'étais pas non plus avec eux au cours de leur trajet et, encore une fois, je me suis demandé ce qu'ils avaient bien pu se dire...

« C'est un merci qui nous amène là, mais c'est aussi plus qu'un merci. »

« Oui, parce que le plus important c'est de se sentir proche les uns des autres, parce qu'on défend l'agriculture familiale et parce que nous sommes tous des paysans du Monde. »

### Un 28 septembre...

Nos deux Sénégalais se rendent à Hull pour rencontrer une représentante de l'Agence canadienne de développement international. Cette fois-ci, j'étais avec eux dans la voiture et je n'ai pas à me demander ce qu'ils avaient bien pu se dire...

Ils ont dit qu'ils trouvaient important de faire cette rencontre pour expliquer comment, en tant que paysans engagés dans une organisation, le partenariat avec UPA DI contribue à ce qu'il n'y ait plus d'étranger...

\* Paul Langelier est directeur des communications et de la formation à UPA Développement international.

# « Il faut creuser aujourd'hui les puits pour les soifs de demain. »

(Proverbe africain)

► Claude Giles \*



Dans le cadre du programme «Les savoirs des gens de la terre» (LSGT), des productrices et des producteurs des groupements paysans des villages de Lonkane et Boundoum Est au Sénégal se sont engagés depuis près de deux ans dans une démarche de réflexion devant les mener à l'amélioration de leur exploitation familiale. Accompagnés par le Centre interprofessionnel pour la formation aux métiers de l'agriculture (CIFA), partenaire d'UPA DI dans la formation, chacun des 40 participants à ce programme était invité à mieux comprendre sa situation pour mieux l'améliorer en :

- Faisant le portrait de son exploitation familiale.
- Analysant le contexte économique, social et politique.
- Définissant les problématiques prioritaires et identifiant les solutions potentielles.
- Élaborant un projet visant l'amélioration de l'exploitation familiale.

Les projets ayant été élaborés et approuvés par le milieu, les participantes et les participants ont reçu un financement de 400 000 Fcfa (environ 1 000 \$ CA) pour la mise en œuvre de leur projet d'amélioration de leur exploitation. Comme ce projet devrait notamment contribuer à l'augmentation des revenus, chaque participant s'est engagé à rembourser au groupement paysan dans les trois prochaines années la somme dont il a bénéficié pour la réalisation de son projet. Ainsi, le groupement pourra soutenir d'autres initiatives semblables venant des autres membres du groupement.

LSGT est financé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Puisque plusieurs membres et composantes de l'Union des producteurs agricoles (UPA) sont intervenus ou soutiennent également ce programme d'UPA DI au Sénégal, nous avons pensé suivre avec vous deux familles, une de chaque village, dans la mise en œuvre de leur projet. Ainsi, pourrions-nous mieux comprendre les réalités des paysans sénégalais, mieux apprécier les résultats de leurs efforts et mieux continuer à les soutenir. Nous vous présentons ici une de ces familles.

*Dans le cadre du programme LSGT, Soda Niass a élaboré un projet d'embouche ovine. Un prêt du fonds rotatif de développement a servi à l'achat des 13 premiers sujets, de l'alimentation et des installations d'élevage. Le projet prévoit également les soins vétérinaires, le transport et autres frais afférents. La production ovine complètera l'alimentation familiale tout en répartissant mieux la force de travail sur l'ensemble de l'année.*

## Des conditions modestes et des aspirations légitimes

À Lonkane, le choix de la famille s'est arrêté sur Soda Niass, une participante membre du groupement de Lonkane, majoritairement composé de femmes. Elle exploite la ferme familiale avec son mari, Sangue Diop. La famille compte

\* Claude Giles est consultant pour UPA DI.

14 personnes. Pour subvenir aux besoins de sa famille, M. Diop achète et revend du poisson dans les villages environnants en plus de cultiver, avec son épouse, six hectares d'arachide, de mil et de niébé (haricot).

L'exploitation dispose d'équipements sommaires : deux semoirs et un sarclure à traction animale, deux houes (pioches), une charrette ainsi qu'une décortiqueuse et une presse pour l'huile d'arachide. Les ressources animales se composent de deux chevaux, deux ovins, quatre caprins, un bovin et trois poules. Il faut savoir que les caprins en Afrique de l'Ouest sont comme une carte d'assurance santé. En effet, les femmes gardent des caprins qu'elles vendent lorsqu'un enfant est malade afin de payer les médicaments.

La période de « soudure », qui correspond à la période des travaux champêtres, est la plus difficile de l'année. Les greniers sont généralement vides et les travaux aux champs ne permettent pas de se libérer pour faire une quelconque activité. Dans la famille de Soda Niass, la production végétale et les revenus des activités extérieures permettent généralement l'autosuffisance alimentaire de la famille. La vente des surplus d'arachides et la production d'huile pour le marché contribuent, en effet, à l'achat de riz et autres denrées nécessaires pour l'année.



## Diversifier la production pour diminuer les risques

Dans le cadre du programme LSGT, Soda Niass a élaboré un projet d'embouche ovine. Les 400 000 Fcfa ont servi à l'achat des 13 premiers sujets, de l'alimentation et des installations même sommaires. Le projet prévoit également les soins vétérinaires, le transport et autres frais afférents. Le cycle d'engraissement des ovins est de trois à quatre mois, ce qui permettra trois productions annuelles.

La production ovine complètera l'alimentation familiale tout en répartissant mieux la force de travail sur l'ensemble de l'année. Les revenus générés contribueront également à la « sécurité élémentaire » de la famille et constitueront une assurance contre les aléas climatiques menaçant les récoltes. Comme l'embouche se pratique en mode intensif, sous abri, le fumier pourra être utilisé pour amender les sols, réduisant d'autant les coûts de production. De plus, les résidus de cultures, telles les fanes d'arachides, pourront être associées à l'alimentation des animaux.

En un mot, l'intégration des activités agricoles sur l'exploitation familiale de Soda Niass favorisera le mieux être de la famille et contribuera au développement de l'agriculture dans la zone de Lonkane au Sénégal. C'est ce que la petite histoire du programme LSGT nous révélera. Pour que les soifs de demain s'abreuvent aux efforts déployés aujourd'hui par cette paysanne et sa famille.

## L'action collective suppose l'unité et la confiance (suite)

Une autre piste intéressante à retenir est le modèle proposé par De Koning et Robbins, deux universitaires préconisant la gestion de l'offre à l'échelle internationale, afin de réguler le commerce international des produits agricoles et d'en arriver à une plus grande équité pour les producteurs de tous les pays.

### Un contrat social entre le monde agricole, l'agroalimentaire, les consommateurs et l'État

Au terme des trois jours, les discussions convergeaient vers les points suivants :

1. La ferme volonté de maintenir la gestion de l'offre et la souveraineté alimentaire au cœur des stratégies et des plaidoyers des artisans et artisanes de l'agriculture.

2. La nécessité de développer des alliances avec des organisations de la société civile et les consommateurs.

3. L'importance d'une voix paysanne unifiée et solidaire, qui développe des alternatives réalistes pour maintenir une agriculture familiale sur tout le territoire d'un pays.

4. La nécessité que les gouvernements affichent une volonté politique de soutenir leur agriculture par l'adoption de lois, règlements ou traités reconnaissant les producteurs, leur droit d'association et leurs organisations, protégeant l'agriculture et son territoire et facilitant la mise en marché collective et la gestion de l'offre des produits agricoles.

Autant d'éléments qui devraient se trouver au cœur de tout contrat social liant les agriculteurs à l'État, aux consommateurs ainsi qu'autres intervenants de l'agroalimentaire.

### Ce numéro de Semences de solidarités :

**Coordination et réalisation :** Tamari Langlais, agente d'information et de formation, UPA DI

**Rédaction :** Gilles Besner, Claude Giles, Paul Langelier, Tamari Langlais

**Révision des textes :** Anne-Marie Désilets et Myriam Payant, techniciennes administratives

**Mise en page et graphisme :** Ginette Morneau, Versicolore design graphique

**Photographies :** Michel Gendreau, Claude Giles, Tamari Langlais, Fédération de l'UPA de l'Estrie, Fédération de l'UPA de St-Jean-Valleyfield, UGPM, UPA DI

Semences de solidarités est réalisé grâce à la contribution financière de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).



Canadian International Development Agency

Agence canadienne de développement international